

L'INTERPROFESSION PORCINE MOBILISÉE POUR PRÉSERVER LA FILIÈRE FRANÇAISE : PILIER DE LA SOUVERAINETÉ ET DE LA GASTRONOMIE DU PAYS

La filière en appelle au soutien des Pouvoirs publics et lance une réflexion sur sa démarche de responsabilité sociétale

Le porc confirme sa place de viande préférée des Français en 2022. Chaque habitant en a consommé plus de 32 kg sur l'année et il s'agit même de la seule viande à avoir enregistré une progression de ses ventes : +1,8 % de consommation globale en volume (domicile + hors domicile) par rapport à 2021. Pourtant, la filière française doit faire face à de graves difficultés entraînant une baisse de ses capacités de production. La flambée des coûts de production et la chute des cours du porc en 2021/2022 ont enclenché un recul des volumes de -2 % sur un an et la baisse de production va s'accroître en 2023. La balance commerciale de la filière se dégrade et son taux d'autosuffisance est descendu à 103 %, contre 105 % en 2021. Tous les acteurs de la filière, représentés par INAPORC, tirent la sonnette d'alarme sur une situation qui, sans réaction appropriée, risque de s'aggraver. C'est pourquoi l'interprofession se mobilise pour assurer la pérennité, la compétitivité de son modèle et continuer à contribuer à la souveraineté alimentaire du pays.

Elle en appelle au soutien des Pouvoirs publics, tant au niveau français qu'europpéen, pour accompagner le maintien des élevages sur le territoire en simplifiant les procédures et en évitant les contraintes européennes supplémentaires édictées à un rythme intenable. Au-delà, la filière tient à valoriser ses bonnes pratiques et à continuer ses avancées volontaires en élaborant une démarche de responsabilité sociétale. En cours de construction, la démarche fixera des objectifs à 2035 pour continuer à progresser de façon optimale en équilibrant les trois piliers de la durabilité : environnement, économie et social.

Le porc français : un modèle singulier en Europe

L'Interprofession INAPORC est en ordre de marche pour sauver son modèle français des élevages porcins qui fait figure d'exception en Europe et dans le monde. La plupart des 10 000 élevages que compte la France sont en effet des élevages familiaux de taille modeste et transmis de génération en génération. En moyenne, un élevage de porcs français compte environ 214 truies, soit environ 5 000 porcs produits par an. Cette moyenne est faible au sein même de l'Europe ; en comparaison avec le Danemark ou les Pays-Bas où les élevages détiennent en moyenne plus de 1 000 truies. Elle est dérisoire par rapport à des pays comme les USA, où plus de 10 000 truies peuvent être réunies sur un seul et même élevage, ou encore la Chine, qui déploie des bâtiments à étages. De plus, les fermes françaises exerçant une activité d'élevage porcin s'étendent sur une moyenne de 102 ha, s'inscrivant ainsi dans une véritable économie circulaire, avec des cultures fertilisées grâce aux effluents de l'élevage. Ces fermes ancrées dans la vie économique locale génèrent des emplois : environ 2,4 par ferme. Au-delà, la filière représente un total plus de 130 000 emplois directs et indirects en France. La charcuterie française, avec ses 450 recettes produites par 300 entreprises de charcuteries et des milliers d'artisans, est un fleuron de la gastronomie française.



De l'élevage à la transformation : une crise historique

Les éleveurs de la filière porcine française ont produit **sous leur seuil de rentabilité** pendant une année à cheval sur 2021 et 2022. L'ampleur de cette crise inédite résulte de la concomitance entre l'accélération de la **flambée des coûts de l'aliment** (+34,5 % sur 1 an) et le prix du porc qui était descendu à un prix **extrêmement bas début 2022**. Les **350 millions d'euros d'aides** accordés par les Pouvoirs publics début 2022 ont cependant permis à la France de **limiter la baisse de production** à -2 %. Pour répondre à la forte demande en France, la filière a augmenté ses **importations**, à +3,4 % pour la viande de porc. La **dégradation de la balance commerciale** devrait se poursuivre en 2023 puisque la filière prévoit une **diminution de la production importante en 2023**, en répercussion de la réduction des cheptels de truies mis en place l'an passé (-2,6 % vs 2021). Aujourd'hui, alors que la remontée des cours du porc permet aux éleveurs de renouer avec la rentabilité, c'est au tour des entreprises de charcuterie d'envisager des baisses d'activité face à l'envolée de toutes leurs charges. Elles font en particulier face à la hausse du coût de l'énergie et à la **hausse du prix du porc de +65% depuis début 2022**, qui les impacte très fortement, la matière carnée représentant plus de 50% des coûts de fabrication.

La filière mobilisée pour continuer à répondre aux attentes des Français

La filière s'engage pour enrayer l'érosion de son taux d'autosuffisance et éviter de laisser la place à des importations non maîtrisées, non soumises aux mêmes exigences et bonnes pratiques. Pour continuer à proposer du porc français aux Français, INAPORC demande l'appui des Pouvoirs publics pour se développer. Il s'agit notamment de **simplifier et réduire la durée des procédures administratives**. Aujourd'hui, la simple installation d'un élevage peut nécessiter jusqu'à 4 ans ! La filière demande également au Gouvernement de se positionner **contre de nouvelles contraintes européennes aux délais intenable**s et créatrices de distorsions de concurrence. La filière est en effet déjà volontairement engagée dans de nombreuses actions de progrès et doit avancer de façon responsable au vu du contexte économique plus que tourmenté.

C'est pourquoi elle construit actuellement une **démarche de responsabilité sociétale** visant à valoriser ses bonnes pratiques et à poursuivre ses engagements en se fixant des objectifs à 2035, en priorité en matière d'**environnement** et de **bien-être animal**. Déjà respectueuse d'une réglementation européenne parmi les plus strictes du monde, la filière suit en effet un processus de progrès continu dans ces domaines. En matière de bien-être animal, il s'agit ainsi d'un des seuls pays d'Europe à avoir **interdit la castration à vif**. Elle a également réduit l'utilisation des **antibiotiques de -58,5 % en 10 ans**, de 2011 à 2021. Aujourd'hui, de nombreux jeunes éleveurs investissent dans **des maternités liberté**. Un projet ambitieux dont la généralisation à l'ensemble des élevages été évalué à plus de **2 milliards d'euros**. Une telle évolution nécessitera du temps et ne pourra pas se faire sans accompagnement. Sur la question de l'environnement, la démarche de responsabilité sociétale va s'attacher à mener des actions relatives au changement climatique, visant à l'atténuer et à s'y adapter. La filière va renforcer ses actions de préservation de l'environnement, en particulier en privilégiant une alimentation issue de **matières premières locales** et le soja « **zéro déforestation importée** », en développant l'éco-conception des emballages, en renforçant la place des élevages dans l'économie circulaire avec la valorisation des effluents, etc. Parallèlement, un travail sur la naturalité des produits de charcuterie en matière d'usage des additifs a été entrepris depuis plusieurs années.

INAPORC

LES PROFESSIONNELS DE LA FILIÈRE PORCINE FRANÇAISE

**NOS RECETTES, NOS CONSEILS, NOS ASTUCES
ET TOUTE L'ACTUALITÉ DE LA FILIÈRE
SONT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX**



@inaporc



@leporcfrançais



@leporcfrançais



@inaporc

www.leporc.com

À propos d'INAPORC :

INAPORC est l'interprofession nationale porcine. Elle rassemble tous les métiers de la filière porcine française : fabricants d'aliments pour les porcs, éleveurs, coopératives, abatteurs-découpeurs, industriels de la charcuterie-salaison, grande distribution, artisans bouchers et charcutiers-traiteurs, restauration collective. La filière porcine représente 130 000 emplois sur le territoire français, dont 25 000 en élevage.

**Arnault, Sandra & l'équipe Adocom – Service de Presse INAPORC
vous remercient de votre attention.**

Tél. : 01 48 05 19 00 – Courriel : adocom@adocom.fr